



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-Temple, le 28/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS LA BOUCHERIE DE LA PLACE

15 AVENUE DU MARECHAL LECLERC
77130 Montereau-Fault-Yonne

Code AIOT : 0057700135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement SAS LA BOUCHERIE DE LA PLACE implanté 1 RUE DES SECHERONS ZAE DES CONFLUENTS 77130 Montereau-Fault-Yonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La SAS La Boucherie de la Place a repris le bénéfice de l'autorisation environnementale de l'abattoir d'ovins de Montereau-Fault-Yonne (77) le 17 mai 2024. Afin d'envisager une réouverture temporaire de l'établissement d'abattage dans le cadre de la fête musulmane de l'Aïd-el-Adha 2024, dans le contexte d'un arrêt de plusieurs années des installations et équipements, une inspection préalable a été menée, à la demande de l'exploitante, le 27 mai 2024. Cette visite a été organisée simultanément et en coordination avec les services vétérinaires de la DDPP de Seine-et-Marne, en charge de l'instruction de la demande d'agrément sanitaire, nécessaire à une reprise d'activité. En effet, cette procédure nécessite un test préliminaire in situ, sollicitant les mêmes installations et équipements que ceux visés par le contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LA BOUCHERIE DE LA PLACE
- 1 RUE DES SECHERONS ZAE DES CONFLUENTS 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0057700135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la SAS La Boucherie de la Place sis 1 rue des Sécherons à Montereau-Fault-sur-Yonne est un établissement d'abattage d'animaux de boucherie exploité sous le régime de l'autorisation de la rubrique 2210 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les installations, à l'arrêt depuis le mois de juillet 2021, ne fonctionnent plus qu'une fois l'an pendant quelques jours pour honorer les demandes de la fête musulmane de l'Aïd-el-Adha.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	électriques	30/04/2004, article Article 9	l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Prélèvement eau potable	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés et les non-conformités relevées par l'équipe d'inspection ne permettent pas à l'Inspection des installations classées de prononcer la remise en service de la chaîne d'abattage. En particulier, les non-conformités relatives aux installations électriques, aux moyens de lutte contre l'incendie et à l'équipement sous pression présent sur site font peser des risques trop importants à la fois pour le personnel de l'établissement et pour l'environnement.

Le test de la ligne d'abattage en conditions réelles qui était initialement prévu durant l'inspection n'ayant pu être effectué à défaut d'un niveau de sécurité suffisant, le respect de plusieurs autres prescriptions essentielles pour la protection de l'environnement n'a pas pu être contrôlé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
Constats : Lors de la visite des locaux de l'établissement, l'équipe d'inspection constate que certains montages électriques laissent présager de non-conformités (cf. annexe photographique - photos n°

14 à 17).
Non-conformité n° 20240527-MED-1 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de rapport de contrôle de ses installations électriques datant de moins d'un an. L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées un rapport de contrôle de l'ensemble des installations électriques de son établissement datant de moins d'un an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Repérage, accessibilité et état
<p>Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]</p> <p><i>(Extrait de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 06 DAIDD IIC 214 du 5 octobre 2006 : Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont au minimum ceux précisés dans le dossier, notamment des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum et à poudre de 6 kg pour les installations électriques, portatifs à raison de 1 par 200 m² de surface de plancher, soit au minimum 6, ainsi que deux robinets armés, diamétralement opposés, et l'affichage des consignes.)</i></p> <p>Constats : L'exploitant montre à l'équipe d'inspection un plan de ses moyens de lutte contre l'incendie. Ce plan indique la position des extincteurs de l'établissement sans toutefois être explicite quant à la nature (poudre, eau, CO2) de chaque extincteur et ne précise pas la position des robinets d'incendie armés (RIA) (cf. annexe photographique - photo n° 1). Munie de ce plan, l'équipe d'inspection procède à un contrôle des extincteurs de l'établissement et cherche à identifier la position des RIA. L'équipe d'inspection constate la présence de 3 robinets d'incendie armés (RIA) lesquels présentent des traces de vétusté évidentes faisant douter de leur bon entretien : présence importante de rouille, tuyaux hors d'âge et certaines liaisons pivot permettant de dévider le tuyau ou de faire pivoter l'enrouleur sur son axe vertical sont complètement grippés. L'équipe d'inspection constate enfin que l'accès à plusieurs extincteurs et à un des RIA est compromis par la présence d'obstacle, empêchant leur utilisation rapide en situation d'urgence. (cf. annexe photographique - photos 8).</p> <p>Non-conformité n° 20240527-MED-2 : Les moyens de lutte incendie de l'exploitant ne sont pas maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant doit sous 2 mois conduire les actions nécessaires au rétablissement de ces 4 caractéristiques pour l'ensemble de ses moyens de lutte incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance
Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

[...]

Constats :

L'exploitant montre à l'équipe d'inspection un plan de ses moyens de lutte contre l'incendie. Ce plan indique la position des moyens de lutte contre l'incendie de l'établissement (cf. annexe photographique - photo n° 1).

Munie de ce plan, l'équipe d'inspection procède à un contrôle des extincteurs de l'établissement. Aucun des équipements portatifs de lutte contre l'incendie vus par l'équipe d'inspection ne fait apparaître de marquage d'un contrôle ayant été effectué récemment (cf. annexe photographique - photo n° 2 à 7).

L'équipe d'inspection constate également la présence de 3 robinets d'incendie armés (RIA). Aucun de ces RIA n'est porteur d'un marquage correspondant à un contrôle ayant été effectué il y a moins d'un an.

Non-conformité n° 20240527-MED-3 : L'exploitant n'est pas en mesure de produire de rapport de vérification récent de ses moyens de lutte contre l'incendie.

L'exploitant doit sous 2 mois transmettre à l'Inspection des installations classées ledit rapport de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17

Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

<p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 20240527-MED-4 : Au cours de la visite, l'équipe d'inspection constate la présence de plusieurs bidons et fûts de produits chimiques dont le stockage n'est pas réalisé au droit de capacités de rétention (cf. annexe photographique – photos n° 9 à 13). L'exploitant doit, sous 2 mois, placer l'ensemble des conteneurs de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols à l'aplomb de rétentions aux volumes et aux résistances adaptés aux produits pouvant s'écouler.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Prélèvement eau potable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée : En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.</p>
<p>Constats : L'exploitant guide l'équipe d'inspection à travers une zone herbeuse jusqu'à une barricade de fortune interdisant la poursuite de la progression jusqu'à l'endroit où l'exploitant déclare disposer d'un compteur d'eau. Depuis cette barricade érigée, d'après les dires de l'exploitant, pour empêcher aux moutons d'avoir accès à la cavité accueillant le compteur d'eau, l'équipe d'inspection constate à quelque distance la présence d'une cavité dans le sol. L'accès à la cavité étant impossible en toute sécurité, l'équipe d'inspection n'est pas en mesure d'y constater la présence d'un compteur d'eau et ne peut que constater à distance que la cavité est en partie comblée de terre et de feuilles mortes (cf. annexe photographique – photo n° 21). Par ailleurs, l'exploitant déclare ne pas avoir connaissance de présence sur ses installations d'un dispositif disconnecteur d'eau.</p> <p>Non-conformité n° 20240527-MED-5 : L'exploitant n'est pas en mesure de prouver que ses installations d'adduction d'eau courante sont équipés d'un compteur d'eau et d'un dispositif disconnecteur. L'exploitant doit, sous 2 mois, prouver qu'il dispose de ces 2 équipements en état de fonctionner.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à</p>

l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique
<p>Prescription contrôlée : [...] IV. - Il est interdit : - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; [...]</p>
<p>Constats : L'équipe d'inspection constate la présence d'un équipement sous pression (ESP) de type récipient de fabrication X. PAUCHARD portant le n° 032880 (année : 2003 / V = 500 litres / PS = 10 bars) dans un local attenant à l'abattoir (cf. annexe photographique - photos n° 18 à 20). Ledit ESP permet le stockage de l'air comprimé utilisé pour actionner le piège destiné à l'abattage des ovins et se trouve être en fonctionnement car, d'une part, le piège a fonctionné en présence de l'équipe d'inspection et, d'autre part, le manomètre de l'équipement indique une pression de 8,5 bars (cf. annexe photographique - photo n° 19). L'équipe d'inspection constate que l'ESP ne présente aucune marque attestant qu'il a subi les requalifications périodiques décennales imposées à ce type d'équipement par la réglementation sur le suivi en service des ESP. De plus, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection une attestation valide justifiant que ces échéances périodiques de requalification ont été respectées.</p> <p>Non-conformité n° 20240527-MED-6 : L'exploitant exploite l'équipement de fabrication X. PAUCHARD numéroté 032880 sans disposer d'une attestation valide de requalification périodique et/ou sans que le marquage correspondant ne soit apposé sur l'équipement. L'exploitant doit, sous 3 jours, procéder à la mise hors service dudit équipement (marquage "hors service" apparent sur le récipient et mise à la pression atmosphérique de la cuve).</p> <p>Remarque : la remise en service de l'ESP X. PAUCHARD n° 032880 est conditionnée à la transmission à l'Inspection des installations classées des documents justifiant que l'équipement a subi une requalification périodique et est porteur du marquage réglementaire correspondant (photo du marquage).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 jours